



Déclaration de soutien à la Coordination Nationale des Etablissements Scientifiques Universitaires du 21 mai 2012



La Fédération Syndicale Etudiante et la Fédération SUD étudiant

Le 18 mai 2012

En 2012,

« ON LACHE RIEN »

devient

« ON PREND TOUT » !

Remettons le progrès social à l'ordre du jour. La nouvelle Coordination Nationale des Etablissements Scientifiques Universitaires est le premier rendez-vous général pour nos revendications. Cette expérience d'élaboration devra se prolonger pour aboutir sur une rentrée sociale chargée d'idées et d'actes sans langue de bois, ni trompe-l'œil, ni d'illusion.

Après des années de lutte pour défendre nos acquis sociaux, nos droits et nos intérêts attaqués de plein front, nous devons repasser à l'offensive. De ce fait, il s'agit non seulement de rétablir l'intégrité du service public d'enseignement supérieur et de recherche mais surtout d'aller au-delà, de gagner des droits sans précédents.

D'abord nous nous félicitons que la liste prévisionnelle de revendications comprenne en premier lieu **l'abrogation de la LRU**. En effet, cette réforme structurelle est en grande partie responsable du désastreux bilan de 5 années d'extrême libéralisme qui a notamment coulé 8 universités déficitaires, mises sous tutelle du rectorat. Ce malheureux exemple démontre encore une fois que la privatisation du service public ne laisse le choix qu'entre coupe budgétaire et faillite. De plus nous savons que de 2007 à 2011, la part des étudiant-e-s issu-e-s des classes populaires a diminué dans l'enseignement supérieur de 4 points (chiffres de l'Observatoire de la Vie étudiante).

Si ce processus de privatisation et d'imposition des normes managériales se poursuit, on s'attend à une destruction complète de l'université. Celle-ci serait alors remplacée par deux types d'établissements : des entreprises de formation au service direct du patronat et quelques grandes écoles de formation des élites. Soumission et conformisme sont les deux piliers de ce projet.

La FSE et SUD étudiant soutiennent l'initiative de coordination nationale et comptent y prendre part. Aussi la FSE et SUD étudiant appellent à la tenue de réunions publiques voire d'assemblées générales partout où c'est possible dans la période actuelle pour

Fédération SUD Etudiant Porte-parolat : 06 86 80 24 45	Fédération Syndicale Etudiante Porte-parolat : 06 44 36 93 14
--	---

envoyer un maximum de mandats ou au moins de contributions d'idées.

La première Coordination Nationale des Établissements Scientifiques et Universitaires (CNESU) du 21 mai 2012 aura lieu au début d'une période de négociations tous azimuts : entre le gouvernement et les syndicats annoncées pour la fin juin et le mois de juillet, des Assises de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, à l'initiative du gouvernement, dans les prochains mois.

Dans cette conjoncture particulière, nous sommes convaincus que la balle est dans notre camp. Nous devons saisir sans hésiter l'occasion historique qui se présente sans attendre le moindre cadeau car l'avenir de l'université ne peut reposer sur une confiance aveugle : notre expérience de lutte nous a enseigné qu'aucun droit n'a été obtenu sans rapport de force.

La FSE et SUD étudiant avancent une revendication chère aux étudiant-e-s qui ont lutté sans relâche, qui sont salarié-e-s à côté de leur formation, qui ne sont pas reconnus comme des travailleurs dignes mais comme des tire-aux-flans... C'est **le statut de travailleur-euse en formation et le salaire qui l'accompagne.**

L'économie doit reconnaître enfin l'utilité publique de la formation, donc en assumer pleinement les coûts. La société doit reconnaître enfin le besoin social de tout-e travailleur-euse en formation et lui verser une pension qui lui rende son autonomie. Fondé sur le modèle des retraites et du chômage, il s'agit d'une extension de la sécurité sociale et du droit au salaire vers une dimension universelle.

Pour son application, nous préconisons une **remise en cause des exonérations fiscales, la mise en place d'une « caisse formation » alimentée par les cotisations sociales, et un montant indifférencié à hauteur des besoins de subsistance.**

Parce que notre détermination est indispensable, nous appelons les étudiant-e-s et les personnels salarié-e-s à se tenir prêts pour se mobiliser massivement à la rentrée. Sachons bien que nous ne serons pas seuls à faire pression sur le nouveau gouvernement, mais que si nous sommes absents à la rentrée, les partisans de la privatisation et de l'élitisme re-prendront la main.

Fédération SUD Etudiant Porte-parolat : 06 86 80 24 45	Fédération Syndicale Etudiante Porte-parolat : 06 44 36 93 14
--	---